

RÉFLEXIONS PERSONNELLES SUR LA SITUATION AU MALI ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX
D'ALGER SIGNÉ EN 2015

Ce document vise à jeter sur papier quelques réflexions sur la crise que traverse le Mali depuis au moins 2012, résultant de multiples causes. Pour que le pays puisse retrouver le chemin vers une paix durable et un développement inclusif, il faut tenir compte de ces multiples facettes. Ce document n'inclut pas la dimension régionale, pourtant importante. Souvent des questions plus que des réponses sont formulées, car il appartient aux Maliens de trouver leurs solutions. Les opinions exprimées sont les miennes et n'engagent personne d'autre que moi.

Quelques analyses macro :

- Les dirigeants du Mali ont failli à la tâche et leur gouvernance s'est particulièrement détériorée dans la dernière décennie. Les dirigeants travaillent davantage pour leur propre survie et celle de leur clan que pour le bien commun. Mais il faut également considérer les aspects positifs. La population du Mali est passée de 8,5 millions d'habitants en 1990 à 19 millions en 2018 et durant la même période, l'IDH est passé de 0,23 à 0,43 en 2018.¹ La déception est donc davantage justifiée par la frustration par rapport au potentiel réel. Aussi, il est à se demander si les statistiques de 2018 reflètent réellement le recul des dernières années. Par contre les grandes villes du pays – Bamako, Sikasso, Ségou, Kayes, représentant la majeure partie de la population fonctionnent peut-être à peu près normalement. Aspects à tenir compte :
 - L'armée malienne a été volontairement négligée – on voulait sans doute éviter des coups d'état militaires, mais le Mali est un immense territoire à sécuriser. Le pays en souffre les conséquences.
 - L'augmentation ahurissante de la corruption et de l'inefficacité tout aussi croissante de la fonction publique.
 - L'augmentation du poids des religieux dans la sphère politique, alors que le pays était laïc et d'une grande tolérance.
 - La fonction publique qui ne cesse de se dégrader – les bases d'une administration publique non partisane et efficace ne sont pas en place, malgré un Programme de Développement institutionnel et une Modernisation des Finances publiques qui s'échinent depuis les années 2000 et même plus tôt à s'organiser pour livrer des services de qualité.
- La communauté internationale a également failli à la tâche :
 - Par le double langage, y compris du Canada. D'une part, on tend la main et d'autre part, on laisse les entreprises minières canadiennes prendre leur butin. Le Canada (d'autres également) avait pourtant apporté un appui quantitatif et qualitatif (exemples de l'appui budgétaire sectoriel

¹ Source : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MLI/fr/SP.POP.IDH.IN.html>

RÉFLEXIONS PERSONNELLES SUR LA SITUATION AU MALI ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX
D'ALGER SIGNÉ EN 2015

- santé dans les régions du nord – manuels scolaires – fiscalité, etc.) y inclus donc dans les régions du nord, suite aux accords de paix.
- La courte vue et l'absence d'apprentissage de ses erreurs, en mettant fin au régime Khadafi en 2011, tout en ne faisant rien pour contenir le flux vers le Mali de milliers de milices et d'armes et munitions.
 - La France qui maintient à ce jour une scission de facto du territoire malien à Kidal et qui entretient, sans doute malgré elle, le financement des dhjadistes par les rançons payées pour la libération des otages.
 - Faillite évidente de la MINUSMA à protéger les populations et Barkhane qui semble avoir moins fait en 5 ans que Serval en 10 jours.
 - Aujourd'hui, la population malienne réclame le départ des étrangers de leur territoire. Est-ce que ce serait une solution?
 - Plus largement, les occidentaux, en voulant maintenir un monde basé sur les règles – tant clamé par la Ministre Freeland, ministre sortante des Affaires mondiales du Canada – cherchent à perpétuer un ordre international en leur faveur au détriment de la justice internationale et sans tenir compte de la réalité que les occidentaux comptent de moins en moins (au sens propre comme figuré) dans ce monde multipolaire. Aux yeux de plusieurs, ce monde capitaliste néo-libéral cause une croissance insoutenable des inégalités. Par contre, les chefs d'état africains ont affiché de la complaisance face aux occidentaux, dans leur intérêt personnel.
- La démocratie au Mali, qui suite au discours du président Français François Mitterrand au Sommet France-Afrique de juin 1990 à la Baule, a suivi la voie des élections multi-partites, idéalement libres et transparentes, n'a pas pris racine au Mali :
- D'abord, la démocratie ne se résume pas à des élections.
 - Les Maliens et Maliennes sont peu nombreux à aller voter.
 - Les nombreux partis – plus de 200 – sont en fait des alliances autour de personnalités, plutôt que des partis avec des projets de société et des programmes à présenter.
 - Cela a même favorisé la croissance de la corruption.
 - Il serait peut-être temps que les Maliens et Maliennes définissent leur modèle de gouvernance.
 - Le Président actuel a été mal élu en 2018 et depuis son premier mandat en 2013, ses gouvernements successifs ont été très instables avec 6 premiers ministres en 6 ans et une dégradation significative de la capacité de gouverner et une augmentation tout autant significative de la corruption. De plus le Président semble accorder une plus grande importance à sa relation avec la France qu'aux problèmes vécus par ses concitoyens.

L'Accord d'Alger :

Il n'est pas véritablement mis en œuvre et n'est pas accepté ni de toutes les parties belligérantes, ni de toute la population en général. Le conflit s'est en fait transformé et multiplié avec l'ajout d'un nouveau front au centre du pays. Et le djihadisme s'étend à toute la sous-région. Donc l'Accord d'Alger ne peut plus être la solution, mais faut-il pour autant le jeter à la poubelle? Il serait sans doute préférable, pour ne pas créer un vaccum, de le modifier plutôt que de le rejeter. Cela pourrait être fait à l'issue du Dialogue Inclusif National. Mais celui-ci est mal parti, sa mise en place n'ayant pas été inclusive.

Un des aspects les plus controversés de l'Accord d'Alger est la décentralisation plus poussée que ce qui a été mis en place à ce jour. Malgré l'article 1a) qui affirme le respect de l'intégrité nationale, cette décentralisation est perçue de plusieurs comme une scission de facto du pays. Pourtant, dans d'autres pays, la décentralisation a souvent été justement un rempart contre la séparation. Pourquoi cette perception au Mali? Est-elle mal comprise? Une difficulté de prendre du recul par rapport à l'héritage français? La protection du Mouvement national de libération de l'Azawad à Kidal qui crée une réelle peur que cette région se sépare du Mali de façon définitive? Plusieurs dispositions de l'Accord d'Alger au niveau du développement (chapitres 12 et 13), ressemblent aux accords précédents et créent de facto une zone privilégiée de développement pour le septentrion. L'accroissement des fonds disponibles pour le développement du nord par le passé n'ont pas permis la pacification de ce territoire, tout en créant un sentiment d'injustice chez les populations plus au sud. Il faut dire que les dynamiques actuelles sont différentes avec une place davantage prépondérante aujourd'hui de toutes les formes de trafic illicite, une montée de l'intégrisme religieux et du terrorisme plus largement.

Le DDR n'a pas véritablement fonctionné.

La CJVR créée par l'Accord d'Alger est à pied d'œuvre, malgré les lenteurs au démarrage. On peut espérer qu'elle aidera à la réconciliation nationale, mais elle n'est qu'un maillon de la chaîne. C'est toute la justice qui doit devenir efficace.

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2018-2-page-179.htm#>

<https://www.dw.com/fr/inquiétudes-pour-laccord-dalger-au-mali/a-50637464>

Pistes de solutions?

Cette section pose des questions plutôt que de fournir des réponses, réponses qui ne peuvent pas venir de l'étranger, mais des Maliennes et des Maliens. Il y a urgence d'agir et d'agir différemment. Le gouvernement en place est dépassé par les événements et pire, ne s'en soucie pas réellement. Il y aurait lieu de réfléchir rapidement à la mise en place d'un gouvernement de transition technique sous le leadership d'un Premier ministre fort et compétent qui aurait les coudées franches. Il serait appuyé d'une équipe ministérielle tout aussi technique et resserée. Le Président pourrait rester en place, mais

RÉFLEXIONS PERSONNELLES SUR LA SITUATION AU MALI ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX
D'ALGER SIGNÉ EN 2015

avoir un rôle honorifique seulement. Ceci ou une autre forme de transformation de l'actuel gouvernement est pratiquement un préalable à toute forme d'action, vu la démonstration faite ces dernières années de l'incapacité de l'actuel gouvernement, à commencer par le sommet. En d'autres mots, un n^{ième} remaniement ministériel, changement de Premier ministre ne peut pas être la solution. Il faut un changement plus drastique.

A court terme :

- **Accord d'Alger :**
 - *Rappatrier la responsabilité de la médiation (article 52) au Mali.* D'ailleurs, l'Algérie n'est pas en mesure de l'assumer présentement. Il existe donc une fenêtre opportune en ce moment.
 - *Élargir les dispositions spécifiques prévues pour le Nord au Centre?*
 - *Donc négocier avec de nouveaux acteurs pour qu'ils rentrent dans l'Accord d'Alger? Faut-il négocier avec les terroristes qui sont présentement exclus de l'Accord d'Alger? Faudrait d'abord que la CMA y retourne.*
 - *Avoir un dialogue national sur le type de gouvernance, de décentralisation souhaitable et établir les grandes lignes d'un échéancier réaliste.*
 - *Revoir le bien-fondé des institutions existantes et proposées dans l'Accord d'Alger.* Je me permets une opinion ici : la multiplication d'institutions ne sert généralement qu'à donner des revenus à ceux et celles qui y travaillent. La création de toutes ces institutions prendra du temps, de l'argent et ne règlera rien. Par exemple, faut-il créer un Sénat, en plus de l'Assemblée nationale et du Haut conseil des collectivités territoriales? Si on met véritablement en place la décentralisation, il n'y a pas besoin de tout un appareillage parallèle. Cela ne peut qu'affaiblir la décentralisation qui sera alors dépouillée de moyens. Ou alors, selon le consensus politique qui se dégagerait, on met de côté temporairement la décentralisation pour mettre en place ces structures de mission prévues dans l'Accord, mais elles seraient temporaires.
- **Aspects militaires :** je ne m'aventurerai pas trop sur ce terrain, car je n'y connais pas grand chose. Mais il me semble nécessaire d'avoir une offensive importante contre le terrorisme, même si en parallèle une certaine négociation est initiée.
 - La force du G5 Sahel me semblait être une solution prometteuse, mais d'une part on l'accuse d'être la main de la France, d'autre part, elle ne semble pas avoir les moyens humains et financiers suffisants et l'Algérie n'en fait pas partie. Alors : *élargir la force du G5 Sahel pour devenir le G6 Sahel et l'appuyer correctement.*

RÉFLEXIONS PERSONNELLES SUR LA SITUATION AU MALI ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX
D'ALGER SIGNÉ EN 2015

- Renforcer les FAMas – évident, mais comment le faire rapidement? Retrouver les équipements achetés, mais non livrés ou cloués au sol? Former au niveau des tactiques de guerre au terrorisme? Il existe déjà des programmes de formation – voir s'ils donnent les résultats attendus et les renforcer?
 - *Mieux conjuguer les efforts du renseignement de la sous-région avec la France, les USA?*
 - *Revoir le mandat de la MINUSMA? Ou l'abolir et redéployer les moyens financiers autrement?*
 - Devant l'inaptitude des forces armées régulières de combattre les terroristes, le Mali et le Burkina Faso appuient la *création de milices*. Cela a créé de nombreux débordements très néfastes. La création de milices regroupant tous les groupes ethniques serait-elle plus indiquée? Comment bien les encadrer?
 - *Contrôle du trafic d'armes et désarmement?* Il le faut, mais comment? Il faudrait peut-être mandater un groupe d'experts sur cette question. Difficile à réaliser alors que des politiciens à Bamako sont impliqués dans ce trafic.
- **Dialogue inclusif national** : semblait être la dernière chance du Président IBK. Mais l'opposition ne s'y retrouve pas. Il est peut-être encore temps de se rattraper. Sinon, quelle autre solution? Que la population descende dans la rue comme on le voit dans plusieurs autres pays, mais également au Mali pour demander le départ du Président? Est-ce qu'il serait possible alors de mettre rapidement en place un gouvernement de transition technique, comme en 1991, mais dont le mandat ne peut être qu'assez long vu l'ampleur de la tâche, de 3 à 5 ans par exemple? Choisi par qui? Cela ne risquerait-il pas de créer un vaccum comme en 2012 et favoriser exactement ce que l'on cherche à éliminer, soit créer un espace libre pour l'expansion des terroristes?
- **Gouvernance** : On n'efface pas des décades de mauvaises gouvernance en peu de temps. Mais les bons signaux peuvent être lancés rapidement et la population sentir que l'on bouge dans la bonne direction.
 - S'attaquer à la *corruption* peut donner des bénéfices concrets rapidement. La première étape est peut-être en cours, avec la justice qui procède à des arrestations. Recouvrer une partie de l'argent volé? Le pays en a grand besoin. Comment peut-on tolérer que l'argent rare d'un pays, alors que ce pays est en guerre, serve à financer des équipements inutilisables d'une façon ou d'une autre? Enquêtes et conséquences juridiques pour ces actes publiquement connus sont un pré-requis à toute forme de renforcement de la gouvernance qui sera un travail à plus long terme. Les rapports du Vérificateur Général peuvent servir de base

RÉFLEXIONS PERSONNELLES SUR LA SITUATION AU MALI ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX
D'ALGER SIGNÉ EN 2015

au lancement d'enquêtes judiciaires plus poussées. Si cela n'est pas fait, il sera difficile pour la population d'avoir confiance dans les discours d'intention de lutte à la corruption.

- Couper les vivres aux diverses formes de trafic illicite – gèles les comptes bancaires qui y sont rattachées.
 - *Réconciliation* : Le dialogue inter-communautaire est important et urgent. Laisser les processus en cours avec la CVJR suivre leurs cours serait déjà un premier pas. Et les renforcer. Il s'agit juste d'avoir la volonté de le faire. Puis, lancer un grand programme de communication au sein du gouvernement et de l'administration pour renforcer l'éthique et lancer le message de tolérance zéro – doit commencer par le haut, sinon c'est inutile.
 - *Services administratifs efficaces et non partisans (apolitiques)* au niveau de la présidence ou de la primature (selon qui a vraiment la responsabilité de suivre les actions gouvernementales) afin de véritablement suivre la mise en œuvre du plan d'action qui découlera du dialogue national inclusif.
 - *Déployer les services administratifs sur l'ensemble du territoire national – ouvrir les écoles et les centres de santé avec une sécurisation de proximité.*
- **Dimension sous-régionale** : surveillance des frontières – renforcement du G5 Sahel.
- **Communauté internationale** :
- la France devrait envoyer un signal fort concernant Kidal.
 - Faire pression sur tous les politiciens – tant ceux au pouvoir que l'opposition pour qu'ils mettent en place un véritable gouvernement de transition technique.
 - Appuyer fortement et ouvertement toute mesure qui découlerait d'un accord inclusif national.
 - Financer le G5 Sahel si son problème principal en est un de financement.
 - Contribuer au contrôle de la circulation d'armes et de toute forme de trafic illicite dans le Sahel et les circuits de financement. Geler les avoirs des terroristes.
 - Fournir rapidement des hélicoptères et autres équipements requis pour renforcer les services de renseignement et les capacités de riposte.

A plus long terme :

RÉFLEXIONS PERSONNELLES SUR LA SITUATION AU MALI ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX
D'ALGER SIGNÉ EN 2015

- Poser les bases d'un état efficace, transparent et redevable auprès de sa population.
- Redéfinir le type de démocratie qui convienne au Mali. Mais il est impératif que les élections soient organisées par une institution indépendante.
- Rebâtir une fonction publique efficace qui soit politiquement neutre et l'équiper en capacités humaines et techniques. Peut prendre du temps – il faudrait sans doute congédier bien des personnes incompetentes et à l'appétit bien long, revoir les règles et les appliquer. Peut-être procéder par ministère? Finances, éducation et santé devraient être prioritaires. Il faudra tenir compte des décisions prises au niveau de la décentralisation pour répartir les compétences, les ressources humaines et financières en cohérence avec ces décisions.
- Égalité entre les sexes : un autre incontournable. Il a été démontré par de nombreuses études que la pleine implication des femmes au niveau économique, le respect de leurs droits, conduit à un essor socio-économique très important. Pourquoi s'obstiner à s'en priver?
- Réduire la croissance démographique et s'adapter aux changements climatiques: sans doute controversé, mais comment le Mali pourra-t-il donner de l'emploi à tous ses jeunes, les éduquer, les nourrir? Pour ce qui est des changements climatiques, ils ne peuvent être qu'exacerbés par la croissance vertigineuse de la population : estimée à 20 millions d'habitants en cette fin 2019, la population malienne pourrait passer à 45 millions d'habitants en 2050.
- Meilleur contrôle et utilisation des ressources naturelles.
- C'est tout le système international néo-libéral qui doit être revu, ainsi que les politiques d'aide au développement. Ni plus, ni moins. Une refonte totale dans le respect des droits de chacun et la justice, afin de cesser de voir le continent Africain comme source de richesse pour l'occident. Il faut définir un partenariat d'égal à égal, gagnant-gagnant. Peut sembler utopique, mais combien nécessaire.

En guise de conclusion, je dirais qu'il y a urgence depuis quelques années de mettre en place au Mali une gouvernance qui permettra de rétablir la paix et la sécurité. Tant les politiques Maliens que la communauté internationale ont failli à leur tâche, même si la qualité de vie s'est beaucoup améliorée ces 20 dernières années. Seul un plan de match élaboré par les Maliens ayant l'adhésion de toutes les parties et appuyé par la communauté internationale pourra y arriver.